



## La Revue des droits de l'homme

Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

**Actualités Droits-Libertés | 2011**

---

*COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME*

### Arrêts signalés en bref

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Nicolas Hervieu

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3745>

DOI : 10.4000/revdh.3745

ISSN : 2264-119X

#### Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

#### Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Arrêts signalés en bref », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 12 février 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3745> ; DOI : 10.4000/revdh.3745

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

---

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

## Arrêts signalés en bref

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

Nicolas Hervieu

---

- 1 **1°/- Interdiction des traitements inhumains et dégradants (Art. 3 CEDH) :**  
L'incapacité des autorités pénitentiaires à prévenir les mauvais traitements infligés à un détenu par ses propres codétenus contrevient à l'obligation positive de protection qui pèse sur l'Etat au titre de l'article 3 (volet matériel de l'obligation positive), tout comme l'absence d'enquête effective sur ces faits (volet procédural de l'obligation positive) : **Cour EDH, 1<sup>e</sup> Sect. 10 février 2011, *Preminyin c. Russie*, Req. n° 44973/04 (Uniquement en anglais)** – Communiqué de presse
- 2 **Jurisprudence liée :**
- 3 - **Sur la protection des détenus** (Cour EDH, 5<sup>e</sup> Sect. 20 janvier 2011, *Payet c. France* et *El Shennawy c. France*, Req. n° 19606/08 et n° 51246/08 – ADL du 23 janvier 2010 ; Cour EDH, 5<sup>e</sup> Sect. 21 décembre 2010, *Raffray Taddei c. France*, Req. n° 36435/07 – ADL du 21 décembre 2010 ; Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect. 20 avril 2010, *Slyusarev c. Russie*, Req. n° 60333/00 – ADL du 20 avril 2010) ;
- 4 - **Sur la technique de l'obligation positive – volet matériel et volet procédural** – (Cour EDH, 4<sup>e</sup> Sect. 25 août 2009, *Giuliani et Gaggio c. Italie*, Req. n° 23458/02 – ADL du 27 août 2009 ; Cour EDH, G.C. 18 septembre 2009, *Varnava et autres c. Turquie*, Req. n° 16064/90 – ADL du 23 septembre 2009 ; Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect. 9 juin 2009, *Opuz c. Turquie*, Req. n° 33401/02 – ADL du 12 juin 2009 ; Cour EDH, 2<sup>e</sup> Sect. 14 septembre 2010, *Dink c. Turquie*, Req. n° 2668/07 et s. – ADL du 19 septembre 2010)
- 5 **2°/- Droit à la liberté et à la sûreté (Art. 5 CEDH) :** Si l'annulation des arrêtés d'expulsion et de rétention d'un étranger n'affecte pas, en tant que telle, la légalité de la détention au regard de l'article 5, tel est le cas lorsque ces arrêtés étaient entachés d'« une irrégularité grave et manifeste » : **Cour EDH, 2<sup>e</sup> Sect. 8 février 2011, *Seferovic c. Italie*, Req. n° 12921/04** – Communiqué de presse.
- 6 **Jurisprudence liée :**

- 7 - **Sur la distinction entre « titres de détention manifestement invalides » et « titres de détention qui sont prima facie valides et efficaces jusqu'au moment où ils sont annulés »** (Cour EDH, 4<sup>e</sup> Sect. 1<sup>er</sup> mars 2005, *Lloyd et autres c. Royaume-Uni*, Req. n° 29798/96 ; Cour EDH, 2<sup>e</sup> Sect. 1<sup>er</sup> décembre 2009, *Hokic et Hrustic c. Italie*, Req. n° 3449/05)
- 8 - **Sur la privation de la liberté dans le but de permettre l'expulsion** (Cour EDH, G.C. 28 février 2008, *Nassim Saadi c. Italie*, Req. n° 37201/06, § 61-80 – ADL du 28 février 2008)
- 9 **3°/- Droit au respect de la vie privée et familiale (Art. 8 CEDH)** : L'inscription d'un homme dans les registres de la police comme « *délinquant* » avec référence de viol (de sorte que, même s'il ne fut jamais poursuivi pour ce motif, il fit l'objet à plusieurs reprises de contrôles par la police en relation avec des plaintes pour viol ou avec des disparitions de jeunes filles) est contraire à l'article 8, faute pour cette activité d'enregistrement d'avoir été prévue par « *une loi accessible au public* » au moment des faits : **Cour EDH, 5<sup>e</sup> Sect. 10 février 2011, *Dimitrov-Kazakov c. Bulgarie*, Req. n°11379/03.**
- 10 Jurisprudence liée :
- 11 - **Sur la prévisibilité de la loi en matière de données personnelles** : Cour EDH, Pl. 2 août 1984, *Malone c. Royaume-Uni*, Req. n° 8691/79 ; Cour EDH, 4<sup>e</sup> Sect. 18 mai 2010, *Kennedy c. Royaume-Uni*, Req. n° 26839/05 – ADL du 20 mai 2010) ;
- 12 - **Sur la constitution de fichiers** (Cour EDH, G.C. 4 décembre 2008, *S. et Marper c. Royaume-Uni*, Req. n°s 30562/04 et 30566/04 – ADL du 5 décembre 2010 ; Cour EDH, Dec. 5<sup>e</sup> Sect. 2 février 2010, *Gheorghe Dalea c. France*, Req. n° 964/07 – ADL du 9 mars 2010 ; Cour EDH, 5<sup>e</sup> Sect. 17 décembre 2009, *Bouchacourt ; Gardel ; M.B. c. France*, Req. n° 5335/06 ; 16428/05 ; 22115/06 – ADL du 18 décembre 2009)
- 13 **4°/- Droit au respect de la vie privée et familiale (Art. 8 CEDH)** : Plus de douze ans après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, la Roumanie n'a pas suffisamment protégé deux familles affectées par la grave pollution s'échappant de la mine exploitée à proximité car aucune mesure adéquate ne fut adoptée – soit une réduction significative de la pollution, soit un relogement des familles – : **Cour EDH, 5<sup>e</sup> Sect. 10 février 2011, *Dubetska et autres c. Ukraine*, Req. n° 30499/03 (Uniquement en anglais) – Communiqué de presse.**
- 14 Jurisprudence liée :
- 15 - **Sur l'obligation de protection des populations riveraines affectées par des activités – notamment industrielles – polluantes** (Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect., 27 janvier 2009, *Tătar c. Roumanie*, Req. n° 67021/01 – ADL du 28 janvier 2009 ; Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect. 7 avril 2009, *Brândușe c. Roumanie*, Req. n° 6586/03 – ADL du 15 avril 2009 ; Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect. 30 mars 2010, *Băcilă c. Roumanie*, Req. n° 19234/04 – ADL du 30 mars 2010) ;
- 16 - **Sur l'impératif de protection de l'environnement** (Cour EDH, G.C. 29 mars 2010, *Depalle c. France et Brosset-Triboulet et autres c. France*, Resp. Req. n° 34044/02 et 34078/02 – ADL du 30 mars 2010 ; Cour EDH, G.C. 28 septembre 2010, *Mangouras c. Espagne*, Req. n° 12050/04 – ADL du 28 septembre 2010)
- 17 **5°/- Discrimination dans la jouissance du droit au respect de la vie privée et familiale et du droit au respect des biens (Art. 14 combiné aux articles 8 CEDH et 1<sup>er</sup> du Protocole n° 1 CEDH)** : Le refus d'accorder une pension de retraite à la veuve d'un concubin décédé au motif que cet avantage n'est réservé qu'aux seuls couples officiellement mariés n'est pas discriminatoire : **Cour EDH, 1<sup>e</sup> Sect. 10 février 2011, *Korosidou c. Grèce*, Req. n° 9957/08.**

- 18 Jurisprudence liée :
- 19 - **Sur la légitimité d'une différence de traitement fondée sur le statut marital** (Cour EDH, G.C. 2 novembre 2010, *Şerife c. Turquie*, Req. n° 3976/05 – ADL du 3 novembre 2010 ; Cour EDH, 3<sup>e</sup> Sect. 8 décembre 2009, *Muñoz Diaz c. Espagne*, Req. n° 49151/07 – ADL du 9 décembre 2009 ; Cour EDH, 1<sup>e</sup> Sect. 24 juin 2010, *Schalk and Kopf c. Autriche*, Req. n° 30141/04 – ADL du 24 juin 2010 ; Cour EDH, G.C. 29 avril 2008, *Burden c. Royaume-Uni*, Req. n° 13378/05, § 63 – ADL du 3 mai 2008)
- 20 **6°/- Liberté de circulation (Art. 2 du Protocole n° 4 CEDH)** : L'interdiction temporaire de voyager dans un pays étranger (en l'occurrence, autre que la Kazakhstan et la Russie) opposée à un militaire à la retraite au motif qu'il avait eu connaissance de secrets d'Etat lorsqu'il était en fonction est contraire à la liberté de circulation – **Cour EDH, 1<sup>e</sup> Sect. 10 février 2011, *Soltysyak c. Russie*, Req. n° 4663/05 (Uniquement en anglais)** – Communiqué de presse.
- 21 Jurisprudence liée :
- 22 - **Sur une première condamnation similaire** – interdiction de séjour à l'étranger opposé à un ingénieur civil au nom de la protection de « *secrets d'Etats* » – (Cour EDH, 2<sup>e</sup> Sect. 21 décembre 2006, *Bartik c. Russie*, Req. n° 55565/00) ;
- 23 - **Sur la liberté de circulation** (Cour EDH, 2<sup>e</sup> Sect. 20 avril 2010, *Villa c. Italie*, Req. n° 19675/06 – ADL du 20 avril 2010)
- 

## AUTEUR

### NICOLAS HERVIEU

Nicolas Hervieu est un juriste français en droit public, spécialiste de la Cour européenne des droits de l'homme.